

Politique | Laurent Nuñez en voyage en terre bien connue

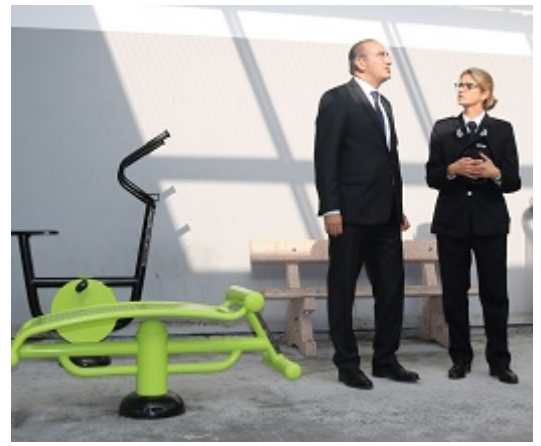


C'est un symbole. À peine désigné secrétaire d'État du Secrétaire d'État du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, Laurent Nuñez a tenu à se rendre au Pays basque, à la frontière espagnole. Une visite auprès des policiers et des douaniers sur fond de gestion des flux migratoires. Depuis plusieurs mois, le nombre des migrants qui transitent depuis l'Afrique vers le Pays Basque ne cesse de croître. 6 000 clandestins ont été refusés à la frontière au Pays Basque en 2018, soit une augmentation de 60% par rapport à 2017. Quatre réseaux de passeurs ont été démantelés. "Une priorité majeure du gouvernement".

Cette visite était-elle déjà programmée? En effet, depuis que l'Italie a fermé ses frontières, c'est par l'Espagne, et Irún que commencent à affluer les migrants. Il suffit de se rendre place des Basques à Bayonne depuis cet été pour constater qu'ils font le bonheur des bus.. Macron, pour prendre la route du Nord. Comprenant bien vite que la vie n'est pas forcément plus belle au soleil du Pays basque. De quoi affûter les inquiétudes du Collectif Solidarité migrants-Etorkinekin qui avait organisé jeudi soir une manifestation sous les fenêtres de la mairie de Bayonne afin de sensibiliser le président de la Communauté territoriale Pays basque et maire de Bayonne Jean-René Etchegaray. Une inquiétude qui rejoint pour d'autres raisons, les responsables et fonctionnaires chargés de la sécurité du territoire: l'ensemble des policiers, des gendarmes et des douaniers notamment ceux chargés de surveiller la frontière. déplacement en terre bien connue du nouveau secrétaire d'État et ancien sous-préfet de Bayonne Laurent Nuñez, était le bienvenue pour les élus du Pays basque vendredi après-midi dans la cour du Centre de rétention d'Hendaye. Si l'on en juge par la chaleur de son accueil. En premier lieu, Éric Morvan qui l'accompagnait et se trouve aujourd'hui à la tête de la Police nationale et qui passa deux ans à la sous-préfecture de Bayonne (2008 et 2010) et auquel il succéda entre 2010 et 2012. Mais aussi du maire d'Hendaye Totte Ecenaro, des parlementaires, les sénatrices Denise Saint-Pé et Frédérique Espagnac et le sénateur Max Brisson, les député(e)s Florence Lasserre et Vincent Bru

Une visite du centre de rétention et des tours de table

Pendant trois heures, dans un timing chronométré - mais parfois bousculé- Laurent Nuñez a animé des réunions en présence des officiers supérieurs de la police nationale, leurs syndicats dont le délégué adjoint départemental de SCGP police Peyruqueou, la Police de l'air et ses frontières dirigée par Judith Gabel, les militaires de la gendarmerie, mais aussi les douaniers, dont le directeur régional Patrice François, en se rendant au poste-frontière de Biriattou. Sans oublier des officiers de l'Ertzainza, la police de la Communauté basque espagnole qui ont participé à ces échanges.



Entre deux réunions, le secrétaire d'État (ici à la salle de sports avec Judith Gabel, directrice de la Police de l'air et des frontières d'Hendaye) a effectué une visite de l'ensemble des locaux du Centre de rétention d'Hendaye qui surplombe la rivière frontalière Bidassoa et non loin du poste frontière de Biriadou. La presse a d'ailleurs été conviée, à une visite parallèle pour que lui soit rappelée aussi la fonction de ce CRA qui accueille une trentaine de migrants, en grande majorité des hommes (24 hommes et six femmes). Il fait partie du dispositif global autour du renvoi des étrangers clandestins. "Un centre de rétention n'est pas une prison", a rappelé l'officier chargée de la visite: chambres, salle de télé, réfectoire avec repas selon religion et régimes; infirmerie, avec des soins assurés par un médecin et une infirmière du Centre hospitalier de Bayonne, mais aussi au même étage une salle de gymnastique et une permanence ouverte matin et après-midi, où se trouve la Cimade. Celle-ci accompagne les personnes étrangères dans la défense de leurs droits. A un autre étage, le dispositif informatique destiné à vérifier l'identité des migrants qui passent clandestinement la frontière, suivie encore d'un débriefing. À l'issue de ce tour d'horizon, Laurent Nuñez s'est plié à une séance de "micro tendu" pour expliquer le sens de sa visite:

"Je voulais vous témoigner la reconnaissance du gouvernement"

"Pour la première visite de terrain en tant que secrétaire d'État auprès le ministre de l'Intérieur, je tenais à venir ici à Hendaye pour témoigner la reconnaissance du gouvernement aux effectifs de la police nationale, notamment à ceux de la Police de l'air et des frontières, aux CRS, les gendarmes, les fonctionnaires, les fonctionnaires de l'administration des douanes qui mènent en ce moment actuellement un travail important contre l'immigration clandestine. Ma visite est d'abord un remerciement pour le travail effectué et s'organisait autour de trois thématiques: un travail de contrôle aux points de frontière que nous allons renforcer dans les Pyrénées Atlantiques à la frontière franco-espagnole avec un engagement fort des militaires de la gendarmerie, des policiers aux frontières, des CRS, des douaniers pour juguler un certain nombre de flux. Renforcement qui a produit des résultats tout à fait significatifs puisque nous avons une augmentation de taux de non-admission sur le territoire français, c'est-à-dire qui ne sont pas autorisés à entrer sur le territoire français. Nous sommes à près de 6000 personnes cette année en 2018, ce qui est une augmentation de plus de 60% et je voulais remercier le travail effectué et en même temps examiner comment on pouvait renforcer ces contrôles qui sont effectués à la frontière."

"La lutte contre l'immigration illégale est une priorité majeure"

"Le deuxième thème de ma visite c'était de venir ici, au centre de coopération police-douaniers d'Hendaye, qui est un centre au sein duquel travaillent ensemble des fonctionnaires français et des policiers espagnols et au-delà des contrôles physiques à la frontière de renforcer notre coopération avec la partie espagnole sur les actions que nous menons dans la profondeur pour lutter contre les filières de trafics de migrants, de trafics illégaux

À ce sujet, je voulais saluer notamment le travail des effectifs aux frontières qui ont réalisé cette année, quatre belles affaires et cinq l'an dernier de démantèlement de filières. Et bien dire que cette action se poursuivra dans les semaines à venir.. Donc une action répressive judiciaire."

"Et puis la visite du CRA, c'était l'occasion de rappeler l'engagement fort du gouvernement d'augmenter notre capacité à éloigner des étrangers en situation irrégulière et pour pouvoir augmenter cette capacité, il faut pouvoir disposer de places disponibles dans les CRA et donc ces centres de rétention administratifs qui sont les endroits où les personnes sont retenues le temps de préparer leur éloignement. 400 places seront créés d'ici 2019 et les 30 places d'Hendaye font partie de ce dispositif. Voilà les trois raisons qui m'ont conduit ici et pour rappeler que la lutte contre l'immigration illégale constitue une priorité majeure pour le gouvernement auquel j'appartiens".



Félix Dufour

Crédit Photo : F.D.

Publié sur aqui.fr le 21/10/2018

[Url de cet article](#)